

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 4 OCTOBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2008
(NORD - PAS-DE-CALAIS)

NOR : *ASET0751195M*
IDCC : 1597

Article 1^{er}

En application de l'article XII-8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 8 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont arrêté, à compter du 1^{er} janvier 2008 :

Pour le niveau I, coefficient 150 : 1 323,36 €.

Pour le niveau I, coefficient 170 :

- la partie fixe (PF) : 150 € ;
- la valeur du point (VP) : 7,0998 €.

Pour le niveau II :

- la partie fixe (PF) : 150 € ;
- la valeur du point (VP) : 6,908 €.

pour les niveaux III et IV :

- la partie fixe (PF) : 150 € ;
- la valeur du point (VP) : 6,7649 €.

Article 2

Le barème des salaires minimaux mensuels base 151,67 heures, en application de l'article 1^{er}, est le suivant à compter du 1^{er} janvier 2008 :

Niveau I :

- coefficient 150 : 1 323,36 € ;
- coefficient 170 : 1 356,97 €.

Niveau II :

- coefficient 185 : 1 427,98 €.

Niveau III :

- coefficient 210 : 1 570,63 € ;
- coefficient 230 : 1 705,93 €.

Niveau IV :

- coefficient 250 : 1 841,23 € ;
- coefficient 270 : 1 976,53 €.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail de Paris et au greffe du conseil de prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 4 octobre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération française du bâtiment Nord - Pas-de-Calais ;
Chambre syndicale des installateurs électriciens Nord - Pas-de-Calais.

Syndicats de salariés :

Intersyndicale du bâtiment et des travaux publics CGT-FO ;
Union régionale construction bois CFDT.